

Intervention de l'APFF au Forum des minorités du Conseil des droits de l'homme de l'ONU

Genève, 24-25 novembre 2016

Monsieur le Président,

Que peuvent attendre les 310.000 francophones qui vivent au nord de la Belgique, en cas de catastrophe naturelle, industrielle, nucléaire ou encore de pandémie, alors que l'ONU recommande à ses Etats membres de « *fournir des informations en temps voulu dans un format et dans une langue qui est appropriée et culturellement adaptée à des groupes minoritaires spécifiques* » ?

C'est la question que se pose l'Association pour la promotion de la Francophonie en Flandre (APFF) compte tenu du fait que la Flandre ne veut pas entendre parler de minorité francophone sur son territoire. A tel point que la protection des minorités nationales et la lutte contre les discriminations linguistiques sont des sujets délicats voire tabous en Belgique.

Il faut savoir que suite à l'attitude de la Flandre à l'encontre de sa minorité francophone :

- la Belgique n'a toujours pas ratifié la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales du Conseil de l'Europe, plus de quinze ans après l'avoir signée. Et ce malgré les recommandations de la Russie, de la Suisse et de la Hongrie lors de son Examen périodique universel (EPU) en 2011 et 2016 ;
- la Belgique n'a pas non plus ratifié le protocole n°12 à la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales qui interdit toute forme de discrimination en ce compris celle basée sur la langue. Soulignons que le protocole n°12 a été approuvé par tous les parlements compétents (fédéral et fédérés) de notre pays à l'exception du parlement flamand.

De plus, la Belgique n'a pas encore désigné l'organe compétent pour traiter des discriminations basées sur la langue de la loi antidiscrimination de 2007 (article 29, §2).

Parmi une série de dysfonctionnements, la Commission d'enquête parlementaire sur les attentats du 22 mars à Bruxelles a mis en évidence l'absence de traduction en français du plan d'intervention d'urgence à l'aéroport de Bruxelles national, situé en Flandre. Le Gouverneur du Brabant flamand, Lode De Witte, estimant qu'« *un plan en néerlandais suffit puisque les services censés intervenir sont soit de Flandre, soit de Bruxelles où ils sont censés être bilingues* », fâchant les membres francophones de la commission, qui ne partagent évidemment pas cette analyse.

Afin d'assurer une information aussi complète que possible des minorités en cas de catastrophe, l'APFF demande avec insistance aux autorités d'une part que pour chacune de nos langues nationales (français, néerlandais, allemand), au moins une chaîne de radio d'information soit diffusée par ondes hertziennes sur l'ensemble du territoire belge. Ces radios, outre leurs émissions habituelles, doivent avoir pour mission d'informer le public sur les mesures à prendre lors de catastrophes, tant au niveau local que provincial, régional ou fédéral.

Actuellement, en Flandre, les émissions en français de la RTBF ne peuvent pas être suivies avec un confort d'écoute suffisant au-delà de Gand, sur les radios portatives.

L'APFF demande d'autre part que l'ensemble des informations sur les mesures à prendre lors de catastrophes soient centralisées sur un seul et unique site internet multilingue. Aujourd'hui, c'est loin d'être le cas. Elles sont réparties sur plusieurs sites tels que : www.info-risques.be, www.seveso.be, www.risquenucleaire.be, etc...

Si vous consultez les pages en français du site *Info-risques* et que vous voulez télécharger la brochure d'information sur les risques industriels, vous êtes redirigé sur les pages en anglais du site *Seveso*. Si vous voulez écouter la sirène d'alerte Seveso, la légende s'affiche en néerlandais.

(suite au verso)

Association pour la Promotion de la Francophonie en Flandre • A.P.F.F. asbl/vzw

Secrétariat : Spreeuwenlaan 12 • B-8420 De Haan • Belgique

Téléphone : +32 (0)59.23.77.01 • Télécopieur : +32 (0)59.23.77.02

Portable : +32 (0)479.35.50.54 • Courriel : apff@francophonie.be

Site : <http://www.francophonie.be/ndf>

Si vous voulez savoir où se situent les entreprises Seveso à Gand ou à Anvers, n'oubliez pas d'indiquer « Gent » ou « Antwerpen » en néerlandais dans le formulaire de recherche, même si vous êtes sur le site en français. Sinon un message d'erreur apparaît. « Crainhem » orthographié en français ne donne pas de résultat. C'est pourtant une des communes à facilités de la périphérie bruxelloise !

Lorsque s'affiche enfin la liste des 23 sites Seveso de la région gantoise et si vous voulez connaître les mesures de sécurité à prendre, là encore vous devez déchanter : vous apprenez seulement que la société X ou Y produit telle ou telle substance toxique. Mais pas la moindre trace de mesures de protection spécifiques à prendre en cas d'accident pour chaque entreprise !

Le constat est sans appel : L'APFF considère qu'à l'heure actuelle, les moyens mis en œuvre en Belgique pour informer les minorités en cas de catastrophe sont nettement insuffisants.

Ce constat, comme notre intervention, est soutenu par la Coalition des associations francophones de Flandre (CAFF) ⁽¹⁾ qui a participé au deuxième Examen périodique universel (EPU) de la Belgique en envoyant une contribution écrite à l'ONU (<http://www.francophonie.be/caff/main/pdf/ctcaffv1b.pdf>).

Nous vous remercions,

(1) La Coalition des associations francophones de Flandre (CAFF) regroupe six associations représentatives des 310.000 francophones de Flandre, en ce compris la périphérie de Bruxelles et l'entité des Fourons : l'Action Fouronnaise, l'Association culturelle de Dilbeek (ACD), l'Association de Promotion des Droits Humains et des Minorités (ADHUM), l'Association francophone de Leeuw-Saint-Pierre, l'Association pour la Promotion de la Francophonie en Flandre (APFF) et Citoyens de Zaventem.

Pour plus d'informations

Nous vous renvoyons à notre site internet (<http://www.francophonie.be/ndf>).

A propos de l'APFF

L'Association pour la Promotion de la Francophonie en Flandre (APFF) ne poursuit aucun but politique. Elle veut simplement que le français, l'une des langues officielles de la Belgique, ait droit de cité en Flandre au même titre que toute autre langue.

Cette promotion de la francophonie, l'APFF la réalise notamment en publiant sur son site internet le magazine « Nouvelles de Flandre » (<http://www.francophonie.be/ndf>). On peut y trouver outre l'agenda des activités en français, les adresses des ressources francophones en Flandre, des articles et des informations sur la francophonie en général. Un bulletin, version papier du magazine, est également édité tous les trois mois.

Toute personne intéressée par l'APFF peut en devenir membre. La cotisation annuelle s'élève à 15 EUR pour la Belgique et 30 EUR pour l'étranger à verser au compte 210-0433429-85 (IBAN : BE89 2100 4334 2985 - BIC : GEBABEBB) de l'APFF. Les membres et les donateurs reçoivent le magazine « Nouvelles de Flandre » tous les trois mois.

Association pour la Promotion de la Francophonie en Flandre (APFF asbl)

Secrétariat : Spreeuwenlaan 12, B-8420 De Haan, Belgique

Téléphone : +32(0)59.23.77.01

Télécopie : +32(0)59.23.77.02

Portable : +32(0)479.35.50.54

Courriel : apff@francophonie.be

Site : <http://www.francophonie.be/ndf>

Intervention of the APFF at the Forum on Minority Issues of the UN Human Rights Council

Geneva, 24-25 November 2016

Mr Chairman,

What can the 310,000 francophones living in the north of Belgium expect in the event of a natural, industrial or nuclear disaster or a pandemic in light of the fact that the UN recommends that its member states « *provide timely information in a format and language that is appropriate and culturally tailored to the specific minority groups* » ?

This is the question raised by the Association for the Promotion of French Culture in Flanders (APFF) as Flanders refuses to recognise the French-speaking minority living on its territory. To such an extent that the protection of national minorities and the fight against linguistic discrimination are sensitive -- even taboo -- subjects in Belgium.

It should be noted that as a consequence of Flanders' attitude towards its French-speaking minority :

- Belgium has not yet ratified the Framework Convention for the Protection of National Minorities of the Council of Europe, over fifteen years after signing it. This, in spite of the recommendations made by Russia, Switzerland and Hungary in the Universal Periodic Review (UPR) of 2011 and 2016 ;
- Neither has Belgium ratified Protocol No. 12 to the European Convention on Human Rights and Fundamental Freedoms, which prohibits any form of discrimination including discrimination based on language. It must be noted that Protocol No. 12 was approved by all relevant parliaments (federal and federated) with the exception of the Flemish Parliament.

Furthermore, Belgium has not yet designated the competent body to deal with discriminations based on language as provided for in the 2007 Anti-discrimination Act (Article 29 (2)).

Among a series of failures, the parliamentary committee of inquiry into the attacks of the 22nd of March in Brussels highlighted the lack of a French translation of the emergency response plan at Brussels national airport, located in Flanders. The Governor of Flemish Brabant, Lode De Witte, stated that « *a plan in Dutch is sufficient since the services involved are either from Flanders or from Brussels and are therefore supposed to be bilingual* ». His statement was greeted with anger by the francophone members of the committee who, obviously, do not share this opinion.

In order to ensure that adequate information is available to all minorities in the event of a disaster, the APFF urges the authorities, on the one hand, to ensure that for each of the national languages (French, Dutch and German) at least one over-the-air news radio channel is broadcast throughout the Belgian territory. These radios, in addition to their usual broadcasts, must be charged with informing the public about measures to be taken in the event of disasters, at a local, provincial, regional or federal level.

Currently, in Flanders, French-language RTBF programming cannot be followed comfortably beyond Ghent on portable radios.

In addition, the APFF demands that all the information on measure to be taken in the event of a disaster be centralised and made available on a single, multilingual website. Currently, this is far from being the case. The information is spread over several sites such as www.info-risques.be, www.seveso.be, www.risquenucleaire.be, etc.

If you visit the French-language pages of the *Info-risques* website and want to download the information brochure on industrial risks, you are redirected to the English-language pages of the *Seveso* website. If you wish to listen to the Seveso alert siren, the caption is displayed in Dutch.

(PTO)

Should you wish to know where the Seveso companies are located in Ghent or Antwerp, remember to enter « Gent » or « Antwerpen » in Dutch in the search form, even though you might be on the French version of the site, otherwise an error message will be displayed. « Crainhem » spelled in French does not yield any results even though it is one of the communes with language facilities in the suburbs of Brussels!

When you finally find the list of the 23 Seveso sites in the Ghent region and if you want to know what safety measures to take, here again you will be disappointed : you only learn that company X or Y produces this or that toxic substance. But there is not the slightest trace of specific protective measures to be taken in the event of an accident for each company !

The conclusion is clear : the APFF considers that the resources implemented to inform minorities in the event of a disaster are clearly inadequate in Belgium.

This observation, like our intervention, is supported by the Coalition of Francophone Associations in Flanders (CAFF)⁽¹⁾ who participated in Belgium's second Universal Periodic Review (UPR) by sending a written contribution to the UN (<http://www.francophonie.be/caff/main/pdf/ctcaffenv1b.pdf>).

We thank you,

(1) The Coalition of Francophone Associations in Flanders (CAFF) regroups six associations representing the 310,000 francophones in Flanders including the outskirts of Brussels and the entity of Fourons : « Action Fouronnaise », « Association culturelle de Dilbeek » (ACD), « Association de Promotion des Droits Humains et des Minorités » (ADHUM), « Association francophone de Leeuw-Saint-Pierre », « Association pour la Promotion de la Francophonie en Flandre » (APFF) and « Citoyens de Zaventem ».

For more information

Please visit our site (<http://www.francophonie.be/ndf>).

About the APFF

The Association for the Promotion of French Culture in Flanders (APFF) has no political objective. It simply wants French, one of Belgium's official languages, to have the right to be used in Flanders in the same way as any other language.

The APFF promotes French culture in particular by publishing the magazine « *Nouvelles de Flandre* » on its website (<http://www.francophonie.be/ndf>). Here you can also find a calendar of activities in French and the addresses of French-speaking resources in Flanders, as well as articles and information on French culture in general. A newsletter, a paper version of the magazine, is also published every three months.

Anyone who is interested in the APFF can become a member. The annual membership fee is 15 EUR for Belgium and 30 EUR for abroad, payment to be sent to the APFF's account number 210-0433429-85 (IBAN : BE89 2100 4334 2985 – BIC : GEBABEBB). Members and donors receive the « *Nouvelles de Flandre* » magazine every three months.

Association for the Promotion of the French Culture in Flanders (APFF npo)

Secretariat : Spreeuwenlaan 12, B-8420 De Haan, Belgium

Phone : +32(0)59.23.77.01

Fax : +32(0)59.23.77.02

Gsm : +32(0)479.35.50.54

E-mail : apff@francophonie.be

Site : <http://www.francophonie.be/ndf>